Initiatives ministérielles

M. Lapierre: Il dit: «Affaiblir le Canada». Je peux lui dire que jamais Radio-Canada n'aurait de crédibilité s'il fallait qu'elle devienne un organisme de propagande. Et je suis surpris de voir ces députés manquer autant de respect pour l'intelligence des auditeurs.

Monsieur le Président, vous-même avez servi avec brio cette institution qu'est Radio-Canada et je sais que vous n'auriez jamais voulu devenir un objet de propagande. C'est pourquoi cette clause qui était dans la loi aurait pu être interprétée de petite vue. Si demain matin la députée de Mount Royal était ministre des Communications, je peux vous dire qu'elle aurait immédiatement pointé le nez du président de Radio-Canada sur son obligation de faire la promotion de l'unité nationale. Et, dans un référendum, par exemple, qu'on pourrait avoir au Québec, on verrait à ce moment-là Radio-Canada jouer un rôle pro-actif qui n'aurait rien à voir avec l'information neutre et objective à laquelle Radio-Canada a toujours été commise.

Elle disait, plus tôt, qu'on ne parle pas assez de fédéralisme, qu'il n'y a pas assez de monde qui en parle. Le problème, ce n'est pas Radio-Canada, c'est que la députée ne peut pas trouver de porte-parole crédible pour son option maintenant au Québec. Par conséquent, seul son chef, quand il est de passage au Québec, de temps en temps, nous marmonne quelques mots sur le fédéralisme du bon vieux temps. Mais en réalité, il ne faut pas blâmer Radio-Canada.

Ce qu'il faut réaliser, c'est que cette option qu'ils veulent proposer, ils n'ont plus aucun porte-parole francophone crédible qui soit prêt à se mettre à leur service et c'est la réalité dans l'ensemble de la province. Quand je les vois vouloir essayer de substituer à la raison et au bon sens une espèce de mandat de propagande pour une société d'État, je peux leur dire que même ce petit truc-là ne fonctionnerait pas. Les Québécois n'ont pas donné à Radio-Québec le mandat de faire la souveraineté du Québec! D'ailleurs, les premiers à s'y objecter seraient la députée de Mount Royal et tous ses amis du *Equality Party*. Ils feraient immédiatement des parallèles avec les nazis ou tout ce que vous voulez. On connaît ce discours-là.

Pourquoi aujourd'hui voudraient-ils imposer à Radio-Canada une obligation qu'eux-mêmes ne seraient pas prêts à accepter pour Radio-Québec? Par conséquent, quand le Parti québécois, par exemple, était au pouvoir à Québec, est-ce qu'ils ont dit à Radio-Québec: «Vous allez maintenant poursuivre les mêmes objectifs que le gouvernement?» Jamais, monsieur le Président! Ils avaient beaucoup trop de respect pour la liberté de presse.

Dans ce sens-là, quand j'entends la députée de Mount Royal nous dire que le leader de son parti a dit que la raison d'être d'un pays, c'est de survivre, je dois dire que je n'ai jamais entendu une déclaration aussi stupide. La raison d'être d'un pays, monsieur le Président, c'est la coexistence pour partager des choses en commun et se donner des institutions communes. La survivance, cela ne suffit pas! Quand je les entends tenir de tels propos, je peux comprendre qu'ils font des reculs substantiels dans l'opinion publique. Ils veulent juste survivre; mais nous, on ne se contente pas de survivre, on veut vivre! Dans ce sens-là, je crois que la définition qu'elle voudrait donner à Radio-Canada prouve encore une fois la faiblesse de leurs arguments.

Monsieur le Président, quand on dit que Radio-Canada devrait développer une vision commune de l'avenir, qui va développer cette vision commune de l'avenir? Est-ce que ce sera la députée de Mount Royal qui va le faire ou peut-être la députée de Vancouver? Est-ce que c'est Clyde Wells qui le fera, monsieur le Président? Imaginez-vous Clyde Wells, président de la Société Radio-Canada demain matin? Quel genre d'organisme de propagande cela deviendrait-il?

Des voix: Bravo!

M. Lapierre: J'entends les députés libéraux applaudir. Monsieur le Président, je comprends, parce qu'ils sont peut-être déjà à la recherche d'un nouveau chef et Clyde Wells semble donner une bien meilleure performance que leur chef actuel. Mais même là, monsieur le Président, ce n'est pas quelque chose pour faire sa promotion.

Quand j'entends des déclarations comme Clyde Wells vient de faire en disant, par exemple, que la Commission Bélanger-Campeau est illégitime, imaginez-vous s'il était président de Radio-Canada! Il serait défendu de faire part des nouvelles au sujet de la Commission Bélanger-Campeau. Quand il dit que le Sénat, c'est l'avenir du pays, quel respect pour l'intelligence et la démocratie! Clyde Wells, vous savez, c'est celui qu'on appelle. . . En fait, c'est le premier ministre de Terre-Neuve, lequel a de si grandes ambitions. Il apprend même le français pour pouvoir parler non seulement à Radio-Canada anglais, mais il veut également parler à Radio-Canada français maintenant!

M. Waddell: Ce n'est pas un néo-démocrate.

• (1540)

M. Lapierre: Ce n'est pas un néo-démocrate, mais il y en a des pires chez les néo-démocrates, par exemple, monsieur le Président.

Donc, ce que je veux dire à mes collègues, au lieu de demander à Radio-Canada de faire le *job* pour eux, qu'ils offrent donc des alternatives réelles aux Québécois. Je respecte leur idée de faire la promotion du fédéralisme,